

Interview de Philippe Meirieu

Formation initiale, formation continue et éducation populaire sont-elles encore des concepts pertinents aujourd'hui ? C'est à un spécialiste de pédagogie que nous avons posé la question : Philippe Meirieu, organisateur de la consultation sur les lycées, directeur de l'INRP (Institut National de la Recherche Pédagogique) de 1998 à 2000, a enseigné à tous les niveaux de l'institution scolaire. Il est aujourd'hui professeur en sciences de l'éducation à l'université LUMIERE-Lyon 2. Ses deux derniers ouvrages publiés sont : *Des enfants et des hommes* (ESF éditeur) et *L'école et les parents* (collectif chez Plon).

Danièle Rouaud : Pouvez-vous nous parler de ce que vous appelez la crise de l'école ?

C'est une banalité de dire que l'école est en crise aujourd'hui. L'école obligatoire a été créée dans une perspective bien précise avec un projet politique particulier, particulièrement nationaliste, qui, de toute évidence, n'est plus d'actualité. On est dans une structure qui se pérennise avec un projet qui s'est étioilé, qui n'est plus lisible, qui n'est plus clair. Comme à chaque fois qu'on n'a pas un projet clair, ce sont les intérêts individuels qui l'emportent. Tant qu'il n'y a pas de refondation de l'intérêt collectif et du bien commun, on restera dans le registre de la débrouillardise individuelle. C'est ce qu'expriment aussi bien la montée des corporatismes de ceux qui cherchent légitimement à ce que leur situation soit la plus confortable, et du consumérisme de ceux qui cherchent légitimement à tirer le meilleur profit de l'institution. Corporatisme et consumérisme se renforcent ainsi réciproquement l'un et l'autre.

Colette Thomas : L'école est prise entre les parents d'un côté et les enseignants de l'autre...

Les parents sont de plus en plus consuméristes, c'est-à-dire qu'ils cherchent de plus en plus l'intérêt de leurs enfants. Ils ont des attitudes qui consistent à utiliser l'école comme un service, à changer d'école quand ils n'en sont plus contents, à faire pression pour les mettre dans telle ou telle classe, à s'organiser pour ne pas respecter la carte scolaire. Ce consumérisme des parents qui monte d'année en année, s'oppose au corporatisme des enseignants qui voient dans les parents des gens qui viennent menacer leur liberté, veulent faire la loi dans l'institution, remettent en question leurs décisions.

On peut prendre des exemples extrêmement simples, comme la question du redoublement, de l'orientation. Il y a quelques années, les enseignants étaient totalement maîtres du jeu. Les gens qui voulaient déroger aux décisions des conseils de classes étaient minoritaires et n'obtenaient généralement pas satisfaction. Aujourd'hui, il y a des recours des parents - et des travailleurs sociaux, quand les parents sont défaillants - qui croissent de manière vertigineuse. On voit bien que, dans les classes où il y a passage automatique - de la 6^{ème} à la 5^{ème}, par exemple - les enseignants demandent qu'on leur rende le droit de faire redoubler. On voit que, symétriquement, dans les classes où les enseignants ont le droit de faire redoubler les élèves, de la 5^e à la 4^{ème} par exemple, les parents exigent de pouvoir contester cette décision. Ce sont des symptômes : on est dans une institution qui, n'ayant pas de direction affichée pour tous, ne s'ancrant pas dans une conception du « bien commun », laisse monter en elle les intérêts catégoriels et individuels qui cherchent à tirer profit de l'institution ou à tirer l'institution dans le sens de leurs intérêts.

Soyons clairs : je ne critique ici ni les familles ni les enseignants. Dans une démocratie, les intérêts individuels sont légitimes. Mais ce qui caractérise une république c'est que le bien commun n'est pas la somme des intérêts individuels. Je ne peux pas jeter la pierre aux parents qui cherchent à ce que leurs enfants soient mieux scolarisés pas plus qu'aux enseignants qui veulent des « bonnes classes ». Mais il faudrait que les uns et les autres réussissent à s'entendre sur un projet commun pour notre école.

Danièle Rouaud : Comment pourrait-on fédérer les enseignants, les élèves, les parents autour du projet de l'école ?

Je pense qu'il n'y a plus de projet politique clair pour l'école, du moins « à gauche ». En revanche, il y a un projet politique libéral qui consiste à laisser se dérouler et à encourager tous les mécanismes de privatisation. Dans la configuration politique actuelle, les intérêts individuels à court terme l'emportent parce que l'on ne veut pas trancher sur les questions de fond.

Est-ce que, par exemple, le collège est, pour la France, un lieu de mixité sociale, d'apprentissage de la différence, de découverte des fondements de la citoyenneté ou une préfiguration, voire une préfilialisation, des sections de lycée ou des prépas ? Plus personne ne sait ce qu'est le collège en France. On n'a pas tranché. On est dans une situation que François Dubet appelle "l'hypocrisie scolaire".

Quelle société cela préfigure-t-il ? La question du collège scolaire pose la question du lien social. Mais vous observerez avec moi que ces questions ne sont pas posées politiquement. Il n'y a pas eu, depuis 1989, de débat au Parlement sur l'école. Le Parlement n'a fait que voter le budget. Il y a un vide politique. Et pourquoi n'y a-t-il jamais eu de débat au parlement sur ces questions ? Parce que, sur ces questions, on serait probablement contraint de revoir les catégories politiques traditionnelles. On n'est pas du tout sûr que les clivages éducatifs soient conformes aux clivages politiques qui existent dans notre pays. Les risques sont donc très grands de créer une agitation importante que les appareils des partis traditionnels auront du mal à contrôler. On sait bien que la question de l'éducation est la seule question qui puisse faire descendre un million de personnes dans les rues, faire démissionner un ministre. C'est une question très passionnelle, qui touche aux enjeux les plus intimes et les plus publics à la fois... Il faut du courage pour la mettre en débat...

On se contente donc de prendre des mesures souvent utiles, mais qui ne touchent pas aux questions fondamentales de l'école comme creuset social, comme outil d'apprentissage de la citoyenneté, comme lieu de rencontre des différences et d'espérance de mobilité sociale. En réalité, pendant qu'on toilette la façade, on laisse se construire, de manière souterraine, invisible mais très réelle, une école à plusieurs vitesses : il n'y a plus rien à voir aujourd'hui entre un collège de centre ville et un collège de banlieue ; au nom de la décentralisation et du respect de l'autonomie des collectivités territoriales, on laisse s'installer des écarts entre les écoles primaires dont profitent les promoteurs immobiliers.

Cela dit, il n'y a pas que l'éducation qui soit en crise : la difficulté à définir le bien commun est un problème qui ne concerne pas que l'école, mais également d'autres institutions comme la justice, l'hôpital, la prison, etc.

Il y a encore quelques années, les gens étaient « fédérés » par une représentation commune, ou, au moins, majoritaire, de « l'intérêt collectif ». On avait une sorte de tronc commun politique suffisamment fort pour qu'il y ait une conception des institutions assez largement

consensuelle et une confiance dans leur pouvoir unificateur. Aujourd'hui, les enseignants d'un côté, les parents de l'autre et les collectivités territoriales de leur côté, veulent jouer chacun leur partie. On n'a pas de projet commun qui fédère tout ça.

Sara Stahl : Mais vous, que proposez-vous pour sortir de cette crise ?

Inévitablement, ça ne peut passer que par le Parlement. Premièrement, parce que c'est lui qui vote le budget, deuxièmement, parce que si vous ne mobilisez pas le Parlement, ça va être une partie de bras de fer entre le ministre et les syndicats, comme nous l'avons déjà vu. Ça donne le sentiment que l'école est affaire de spécialistes alors que l'école appartient à la nation, et c'est à la nation de décider de son avenir.

Je crois qu'on ne peut s'en sortir que par un projet politique, car en France, historiquement, le projet de l'école est un projet politique : il structure les comportements, il indique des axes et fait que les gens voient où ils vont. À partir du moment où il n'y a plus de projet politique, tout se dilue dans une multitude de revendications hétéroclites.

Le grand projet politique pour l'école française fut celui de J. Ferry. Depuis la Libération et l'utopie du Plan Langevin-Wallon qui est resté lettre morte, on a répondu à la demande sociale de la classe moyenne, en démocratisant massivement l'accès à l'école. Aujourd'hui les gens se sentent floués. La mobilité sociale est moindre qu'il y a trente ans. Elle ne cesse de diminuer. Ce n'est plus l'école qui produit de la mobilité sociale, c'est le foot avec Zidane, c'est NTM. L'idée que l'école est un ascenseur social ne fonctionne plus. Quel intérêt, alors, de respecter les règles du jeu, quand on a le sentiment que l'on n'a pas grand-chose à gagner à ce jeu-là ?

Danièle Rouaud : J'ai l'impression qu'il y a une gestion des établissements qui engendre des inégalités.

Aujourd'hui on donne plus aux collèges en difficulté, avec le système des ZEP. Donner plus à ceux qui ont moins, on le fait déjà et c'est bien. Mais, à mon sens, il faudrait aussi « faire du mieux ». On fait faire plus de français ou plus de math alors qu'il faudrait faire « mieux » du français, ou « mieux » des maths, et, surtout, mieux en matière d'ouverture culturelle.

Le point sur lequel j'ai tenté d'agir, tant dans mon travail sur les lycées que sur l'école primaire, c'est la possibilité, au sein des établissements, de faire appel à ce que j'appelle "le recours". Car, ce qui est générateur de l'échec scolaire, c'est qu'en cas de difficulté, il n'y a pas de recours en interne. Le recours se trouve à l'extérieur, avec les cours particulier, les frères et sœurs, les *ABC du bac*, les *Profils*... mais il n'y a personne qui, en interne, soit disponible pour vous aider sur un problème particulier. Les élèves ont le sentiment qu'à chaque fois qu'ils rencontrent des difficultés, le recours est extérieur à l'école. C'est donc un processus très inégalitaire. Une des clés, à mon sens, pour faire avancer ce problème, c'est l'évolution du service enseignant. Chaque fois que les enseignants ne pourront faire du suivi individualisé que dans les interstices, de manière clandestine, sans bureau, sans reconnaissance et sans statut adéquat, les élèves iront à l'extérieur, là où règne la plus grande inégalité.

Pour être mis en place, un tel système exige, à la fois, un cadrage national et des partenariats locaux. Un cahier des charges national doit être imposé et l'on doit se mobiliser localement pour chercher les moyens de la mettre en œuvre.

Colette Thomas : Et les fédérations de parents d'élèves dans tout ça, pensez-vous qu'elles aient un nouveau rôle à jouer ?

Les fédérations de parents d'élèves sont extrêmement matures. Elles ont intégré les différences entre intérêt individuel et intérêt collectif. C'est d'ailleurs parce qu'elles ont intégré ces notions-là qu'elles ont perdu une partie de leur clientèle classique qui est une clientèle plutôt consumériste. Certes, elles peuvent faire plus et mieux... et conquérir de nouveaux militants chez les « parents citoyens ». Mais à condition qu'elles soient davantage écoutées. Je ne suis pas sûr que les fédérations de parents d'élèves soient assez écoutées aujourd'hui. Ce sont des gens qui sont très conscients des enjeux, qui cherchent à faire progresser l'institution. Ils doivent avoir plus de place.

Danièle Rouaud : Quelles sont aujourd'hui, pour vous, les pratiques de formation qui fonctionnent le mieux ?

En pédagogie, à peu près tout à été dit mais tout reste à faire. Globalement, depuis un siècle, on sait ce qu'il faut faire. On sait qu'il faut individualiser la formation, qu'il faut plus d'accompagnement, plus de travail en petits groupes, on sait qu'il faut mettre les gens en situation d'activité. On connaît, depuis un siècle, des clés pour faire évoluer de façon forte le système éducatif. Le problème c'est qu'on ignore comment faire passer ça dans les faits. On se heurte à une résistance tout à fait extraordinaire. On sait qu'il faut diminuer le nombre d'heures de cours informatifs pour augmenter le nombre d'heures de travail dirigé, on sait qu'il faut plus travailler sur documents, travailler beaucoup plus sur la remédiation, sur l'erreur et l'échec. On sait que tout cela marche... Et l'on continue à l'ignorer officiellement ou à vanter un système dépassé.

Les grandes intuitions pédagogiques ont cent ans... et sont toujours d'actualité. Pourquoi ne parviennent-elles pas à s'imposer ? C'est peut-être un problème de tradition. L'école française est de tradition cléricale et catholique, y compris quand elle se dit républicaine. Dans la tradition catholique, c'est la parole du clerc qui fait le vrai. Dans les pays anglo-saxons, il y a beaucoup moins de résistance à travailler sur des documents. Nous, nous sommes encore dans la culture de la parole du clerc, qui, parce qu'il a reçu « le sacrement de la connaissance », va donner ce sacrement à des élèves qui sont censés le recevoir en étant spontanément disponibles. Cette culture-là est très forte. Le modèle qu'on appelle « le cours magistral » est tellement puissant dans l'imaginaire collectif que quand l'enseignant ne le suit pas, il se sent coupable de ne pas faire ce pour quoi il a été payé. Il faudrait « décléricaliser » l'école, passer progressivement d'un système où le document est un appendice de la parole magistrale à un système où la parole de l'enseignant vient aider à comprendre le document.

Par ailleurs, en France, nous sommes très liés à un fonctionnement centré sur une pédagogie de l'autorité, qui est, en réalité, de l'autoritarisme. Je pense qu'on ne s'est pas encore émancipé d'une conception de l'instruction comme étant une forme de « colonisation de l'intérieur ». Au lieu de faire entendre à des enfants que Victor Hugo, c'est beau, ça peut les émouvoir et les concerner, on leur dit que Victor Hugo c'est bien parce que ça a été estampillé par l'Académie française et que c'est au programme. Conclusion : ils ne peuvent pas supporter Victor Hugo à l'école, mais ils se précipitent à la comédie musicale "Notre dame de Paris".

On enseigne encore un peu comme nos ancêtres enseignaient aux Africains "Nos ancêtres les Gaulois". On est incapable de montrer aux enfants que la culture scolaire peut être le prolongement de leurs préoccupations. Or la véritable universalité est toujours le prolongement de la préoccupation singulière de chacun. Chacun dans sa singularité est porteur de toute l'humanité. Et si je suis capable d'écouter des questions d'élèves anxieux devant la mort, l'altérité, les problèmes majeurs de la vie, je pourrais leur faire entendre qu'Homère

donne des réponses vivantes à des questions vivantes. Le problème aujourd'hui, c'est que les contenus culturels sont devenues des marchandises, des moyens de soumettre les gens, et non pas de les libérer. Ce ne sont pas des choses qui donnent du sens au monde.

Sara Stahl : On constate que dans les IUFM, la pédagogie est de moins en moins enseignée. On donne des cours de didactique mais pas de pédagogie.

Je ne peux qu'adhérer à cette idée. Les IUFM ont mis la pédagogie à la trappe. On peut sortir de certains IUFM sans avoir jamais entendu parler ni de Freinet, ni de Deligny, ni de F. Oury. On a enterré là tout un pan de notre culture. Tout ce qui se qui se rapproche de l'éducation populaire a été marginalisé.

Les IUFM ont été beaucoup trop envahis par les didactiques, qui sont utiles, mais qui ne permettent pas de gérer des situations complexes et humainement très chargées. Ainsi, des enseignants confrontés à des situations de violence se trouvent mis en échec. Ils ne se sont jamais imaginés comment faire, ils n'ont jamais vraiment étudié les questions pédagogiques. Quand un gamin leur crie dessus, ils pensent qu'ils vont le calmer en criant plus fort. Quand on a travaillé avec des jeunes, on sait qu'il ne faut jamais parler plus fort que lui, mais au contraire plus bas... Et on a presque honte de devoir rappeler ça.

Danièle Rouaud : Et l'apport de l'éducation populaire, dans tout ça ?

L'éducation populaire a une forte influence sur ce qu'on a appelé la « deuxième gauche ». Elle a réussi à diffuser une vraie culture pédagogique en particulier dans le syndicalisme, dans le coopératif, dans l'associatif ... mais la forteresse scolaire est restée impénétrable. Les routines traditionnelles y dominent quoiqu'on y fasse. C'est pourquoi je reste un militant pédagogique avant tout. Avant d'être un expert en sciences de l'éducation, je suis militant pédagogique. Je n'ai pas honte de le dire, y compris devant mes collègues universitaires à qui le mot « militant » donne des boutons. Chez les universitaires, le mot « militant » est mal reçu : ça ne fait pas scientifique ! Moi je me bats d'abord pour faire avancer un certain nombre de choses et j'assume ce combat. Ceux qui le refusent sont, d'ailleurs, eux aussi, à leur insu et à leur manière des « militants »... mais des militants du statu quo et de l'élitisme.

Dans l'institution scolaire, les pratiques issues de l'éducation populaire restent dans les marges ou se perdent dans les sables. Ma femme qui travaille avec des handicapés n'a aucun mal à faire entendre des pratiques issues de l'éducation populaire parce que, d'une certaine manière, il n'y a pas d'enjeu... tant qu'on est dans les marges, dans les vacances, le facultatif, on ne gêne personne. Dans le système central, en revanche, ces pratiques imposeraient de renoncer à la sélection et à l'exclusion... ce qui ne serait pas sans poser problème.

Colette Thomas : Aujourd'hui, j'ai l'impression qu'on prend plus en compte qu'avant la dimension affective de l'apprentissage.

On a longtemps cru que les enfants avaient besoin de plus de soutien affectif au moment où ils apprenaient que les adultes. Aujourd'hui on commence à penser l'inverse. L'enfant a peut-être moins besoin de soutien affectif qu'on ne le croit dans ses apprentissages parce qu'il le trouve, en général, dans sa famille, mais un adulte qui a une rupture, qui est amené à reprendre une formation, est en général fragilisé sur le plan personnel, il a besoin d'un soutien fort, d'un vrai travail d'accompagnement.

En fait, à tous les âges, apprendre reste un acte qui engage tout l'être. Apprendre, c'est prendre un risque. C'est apprendre ce que l'on ne sait pas faire en le faisant, se lancer dans l'inconnu. C'est pour cela que ça nécessite qu'il y ait un espace de sécurité. Michel Serres a dit des choses très justes à ce sujet : « Apprendre c'est quitter la rive du connu pour l'inconnu ». Comme tout départ, c'est générateur d'angoisse parce qu'on ne sait pas si on va y arriver. C'est la raison pour laquelle je suis favorable, comme cela a été proposé en Suède, à ce que tout formateur et tout enseignant soit soumis à un « enseignement de contrôle » comme un psychanalyste doit faire une « psychanalyse de contrôle » pour ne pas plaquer sur ses malades ses propres fantasmes. De la même manière tout enseignant devrait être aussi en formation pour savoir et comprendre de l'intérieur que c'est difficile d'apprendre. On l'oublie trop vite. Quand on est du côté du savoir, on oublie à quel point c'est difficile d'apprendre. Une des difficultés majeures pour les enseignants, c'est de comprendre que leurs élèves ne comprennent pas.

Colette Thomas : Vous parlez des blocages pour apprendre et des difficultés. Mais il y a des blocages qui durent...comment faire dans ce cas-là ?

Un des points nodaux du débat sur la pédagogie tourne autour d'une affirmation essentielle : « apprendre ne se décrète pas ». Je ne peux pas décréter que les élèves apprennent, je peux faire en sorte qu'ils apprennent, je peux les mener le plus près possible du savoir, mais, à un certain moment, ce sont eux qui décident. J'ai eu l'occasion de m'occuper d'un groupe de parents de jeunes anorexiques. J'ai voulu faire entendre aux parents que si ces jeunes ont décidé d'arrêter de manger, eux seuls pouvaient décider de recommencer à manger. On peut les accompagner, mais l'acte c'est eux qui le posent. Aujourd'hui, dans l'école, on a beaucoup d'anorexie scolaire. Le problème c'est qu'on la soigne par le gavage, avec des cours du soir... Alors que c'est restaurer le désir qui est important. Ma conviction profonde est qu'il ne suffit pas de décréter pour que les enfants apprennent ; il faut créer des situations, créer des problèmes, tout ce qu'on appelle « faire de la pédagogie ». Il faut aider à l'émergence du désir mais ne pas se substituer à la décision de l'autre. Je ne dédouane jamais l'autre de sa propre volonté. C'est un principe éducatif fondamental.

Danièle Rouaud : Dans ce que vous dites, il y a des liens à faire avec la pensée du personnalisme que nous étudions à La Vie Nouvelle.

Je pense en effet que l'idée que je ne peux pas me substituer à la liberté de l'autre est conforme au personnalisme. Je peux aller très loin avec l'autre, je peux être très proche. *In fine* l'autre est tout seul avec sa liberté. Le passage à l'acte ne requiert qu'une chose disait Jankélévitch, c'est "le courage des commencements". Il faut se lancer... Ce n'est pas loin de ce que pensait Kant quand on lui demandait ce qu'étaient les Lumières : *Sapere aude* "Ose penser par toi-même". Il faut oser. Et l'éducateur est celui qui accompagne une démarche qui reste une démarche libre. Sinon ce n'est pas de l'éducation, mais du dressage. Or, ce à quoi l'on assiste aujourd'hui, c'est qu'un certain nombre de formateurs ou enseignants croient qu'il faut décréter l'apprentissage pour que ça marche. Et quand ça ne marche pas, ils s'affolent. De cet affolement naît parfois n'importe quel emportement ou dérèglement. Je vois des enseignants très malheureux. Ils pensaient qu'il suffisait de décréter. Ils découvrent que, dans le monde de l'homme, décréter ne suffit pas. Et que l'enseignement étant un « métier de l'humain », il faut faire avec cette réalité-là.

Colette Thomas : Dans vos derniers livres, vous avez évoqué la figure de Frankenstein...

Frankenstein est une belle métaphore de la dérive éducative : l'œuvre montre qu'on ne peut faire un homme avec des morceaux, même si on est très savant. L'idée qu'on « fabrique un homme » est, en réalité, une idée mortifère. On ne peut pas fabriquer quelqu'un. Quiconque essaie de fabriquer quelqu'un sera un jour dans une lutte à mort avec celui qu'il a cherché à fabriquer. Toute la science-fiction fonctionne sur ce phénomène : les robots qui se révoltent contre leur maître. C'est la vieille idée fondamentale que la paternité n'est pas la causalité : je suis le père de mes enfants, je ne suis pas « la cause » de mes enfants. Ils viennent de moi, mais je ne suis pas « la cause » de ce qu'ils sont, je ne peux pas prétendre les fabriquer. Beaucoup d'échecs dans l'éducation viennent de ce désir démiurgique de maîtrise absolue, de contrôle. Ça ne peut pas être ça l'éducation. Sinon elle est génératrice des révoltes les plus ravageuses.

Tout cela, il me semble que l'éducation populaire l'a dit bien avant moi. Je n'invente rien, je formule des choses, et j'ai l'impression de n'être que l'héritier de toute une tradition pédagogique qui a commencé il y a très longtemps et qui continue aujourd'hui. Je pense, qu'il est essentiel de retrouver cette tradition pédagogique. On en a besoin plus que jamais.

En effet, les grands « pédagogues historiques », Deligny, Montessori, Don Bosco, Makarenko, avaient comme projet d'enseigner ou de sauver ceux qui étaient réputés inéducables à leur époque, les « barbares ». Les barbares qu'à leur époque on abandonnait aux curés et aux anarchistes. Aujourd'hui les barbares sont dans l'école. Ceux qui étaient dans les marges sont à l'intérieur, dans les classes. C'est pourquoi si on veut les éduquer, on est bien obligé d'aller chercher nos leçons chez ceux qui, jadis, scolarisaient les marges.

Godard dit quelque part ; "c'est la marge qui tient la page". Il en va de même dans l'éducation. L'éducation populaire a élaboré un certain nombre de pratiques en marge, qu'il faudrait mettre au centre. Ce qui est élaboré dans les marges doit pouvoir profiter à tous. Car c'est là que l'on invente les moyens pour lutter contre l'exclusion et promouvoir, malgré toutes les difficultés et les handicaps, « l'humanité dans l'homme ».

Interview de Philippe Meirieu

Par Colette Thomas

Danièle Rouaud

Sara Stahl